

Agir l'espace

Notes transversales, observations de terrain et questions concrètes pour chacun de nous

Constantin Petcou et Doina Petrescu

Numéro 108, printemps 2011

Agir : pratiques et processus

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/63939ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Les Éditions Intervention

ISSN

0825-8708 (imprimé)

1923-2764 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

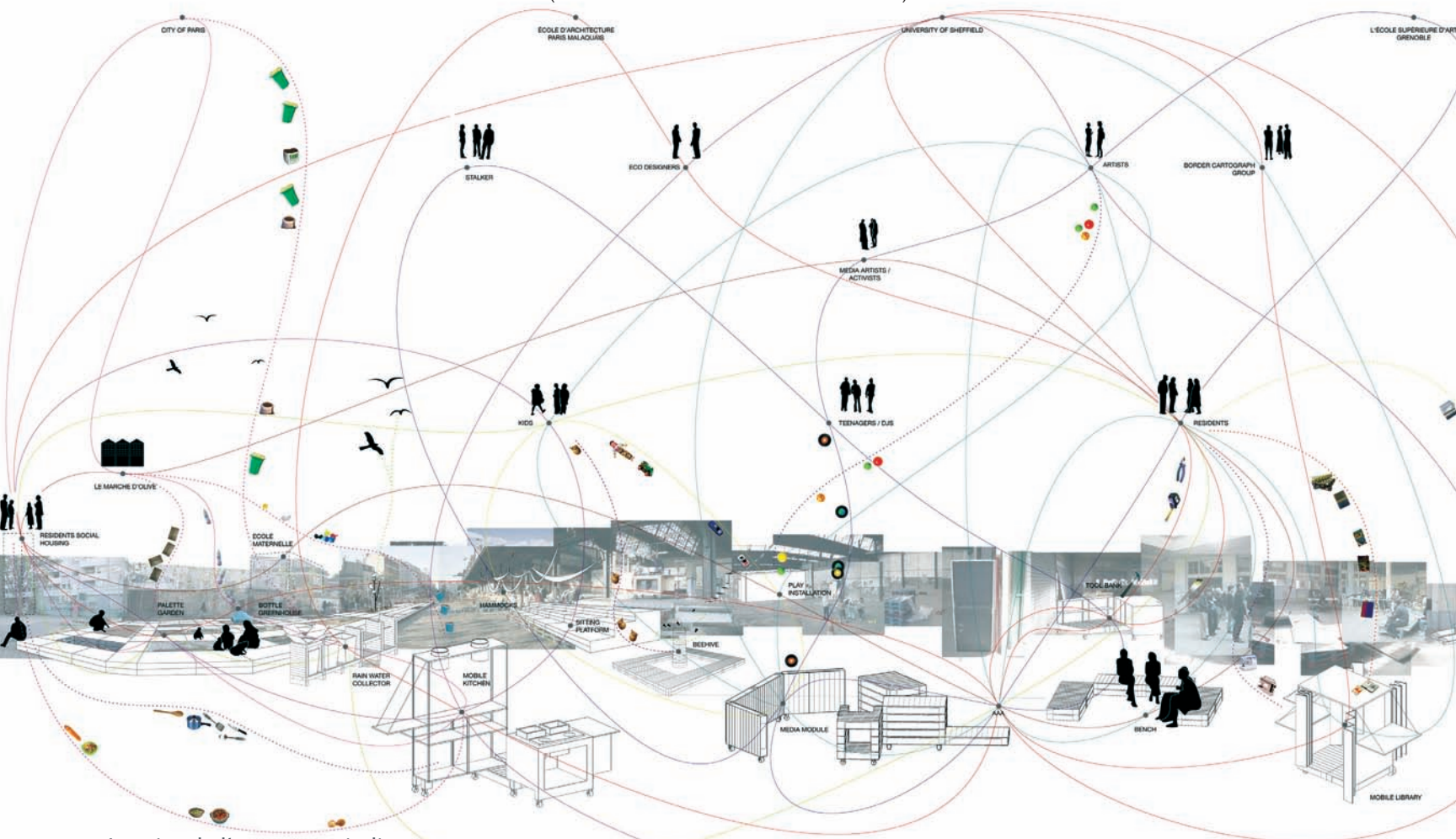
Citer cet article

Petcou, C. & Petrescu, D. (2011). Agir l'espace : notes transversales, observations de terrain et questions concrètes pour chacun de nous. *Inter*, (108), 2-7.

AGIR L'ESPACE

NOTES TRANSVERSALES, OBSERVATIONS DE TERRAIN
ET QUESTIONS CONCRÈTES POUR CHACUN DE NOUS

PAR CONSTANTIN PETCOU ET DOINA PETRESCU (ATELIER D'ARCHITECTURE AUTOGÉRÉE)



La crise de l'espace capitaliste

Les modes de production et de gestion territoriales-spatiales-capitalistes sont plus que jamais en crise. L'espace capitaliste global est un espace polarisé entre le Nord et le Sud, un espace sillonné de flux sans précédent (d'argent, de matières, de personnes, etc.) pour la plupart unidirectionnés. Certaines villes connaissent une croissance ou une décroissance incontrôlée, qu'elles soient globalisées sous le contrôle de mafias et de groupes d'intérêt obscur (religieux, économique, politique) au sud ou sous la pression de mutations économiques, comme les *shrinking cities*, au nord. D'un point de vue écologique, les modalités d'occupation et d'exploitation du territoire évoluent vers une impasse planétaire : chaque jour les surfaces de terrain naturel sont réduites au détriment des surfaces bétonnées, contribuant implicitement à la baisse de la biodiversité. Après avoir étudié pendant des années le « jardin planétaire », le paysagiste Gilles Clément critique ouvertement les modes d'anthropisation des espaces et souligne le rôle de sauvegarde des espaces délaissés. À cet égard, il trouve particulièrement révélateur « que l'IFLA (International Foundation of Landscape Architecture) assimile les friches industrielles à un paysage en danger »¹.

Parallèlement, les sociologues et politologues essayent de comprendre les bouleversements liés à cette gestion territoriale globale : les changements des modes et temporalités de travail, les dislocations des formes traditionnelles de sociabilité, la banalisation de l'agressivité dans l'espace urbain et, par contre-réaction, la privatisation des espaces publics et la poussée vers la multiplication des *gated communities*. Pour Arjun Appa-

durai, il s'agit d'un décalage entre les réalités culturelles contemporaines et les formes qui doivent assurer un degré acceptable de cohésion sociale : « [L]es échecs de l'État-nation à contenir et définir les vies de ses citoyens sont perceptibles dans la croissance des économies parallèles, des armées et polices privées et quasi privées, des nationalismes sécessionnistes et d'organisations non gouvernementales qui offrent des alternatives au contrôle national des moyens de subsistance et de justice². »

À micro-échelle, l'espace capitaliste est noyé sous une pression publicitaire exercée en continu par tous les médias et moyens de communication (poste, téléphone, télévision, Internet), transformant le foyer familial en centre absolu d'une culture consumériste de l'éphémère. Tous les objets sont jetables, rien n'est plus recyclable ou réparable par soi-même. Les temporalités familiales sont parfaitement prises en compte par les études de marketing pour atteindre leurs différentes cibles, à des heures bien précises, dans leur vulnérabilité spécifique (enfants gourmets, chômeurs solitaires, animaux chéris, étudiants curieux, retraités en bonne santé, couples amoureux, etc.).

À plus grande échelle, l'espace capitaliste est de plus en plus limité et contrôlé : par une réduction permanente du champ des actions possibles dans le milieu urbain ; par la superposition d'innombrables réglementations et normes. Dans sa tentative de penser la possibilité d'un équilibre écologique entre l'environnement, le social et la subjectivité, Félix Guattari dénonce l'appauvrissement et l'homogénéisation produits par le contrôle





capitaliste des médias et de l'espace public : « [D]es productions de subjectivité "primaire" [...] se déploient à l'échelle véritablement industrielle, en particulier à partir des médias et des équipements collectifs³. » Cet appauvrissement de l'espace urbain se manifeste par la disparition progressive des espaces à usage collectif et de ceux susceptibles d'être appropriés, pour des usages informels basés sur la responsabilité et la confiance réciproque.

En s'appuyant sur les analyses de Jane Jacobs et en dégageant les contradictions immanentes à l'espace produit par le capitalisme dans son ouvrage dédié à la production de l'espace, Henri Lefebvre souligne le caractère abstrait de ce lieu capitaliste « qui sert d'instrument à la domination »⁴. Les méthodes et scénarios qui se veulent « créatifs » et « attractifs » (en proposant des parcs thématiques, des zones de renouvellement urbain, des opérations de *city branding*, etc.) échouent souvent parce que l'espace est pensé surtout en termes de rentabilité financière et que ses sujets sont manipulés pour l'accomplir. L'économie capitaliste continue à produire un espace urbain désubjectivé, consumériste et abstrait.

Comment se réapproprier et resubjectiver la ville ? Comment agir en tant que professionnel de l'espace ? Par quelle démarche et quelle approche politique ? Comment réagir en tant qu'habitant quelconque ?

L'espace désubjectivé

Nous réagissons pour la plupart, faute d'instruments d'action, tout simplement en continuant le même train de vie. Nous attendons les décisions prises par de hautes instances, décisions qui peinent à se concrétiser étant donné les intérêts divergents mis en jeu et les déséquilibres macroéconomiques et géopolitiques de plus en plus imbriqués à toutes les échelles.

Ce que certains d'entre nous, les plus engagés politiquement, arrivons à faire, c'est à réagir en critiquant, en organisant des manifestations, en signant des pétitions et en publiant des informations alarmantes sur Internet. Mais ces réactions restent sur un plan abstrait, discursif, même si parfois les discours « descendent dans la rue ». Agir *dans la rue*, dans l'espace public et à grande échelle, c'est certes important et nécessaire, mais parfois sans effets concrets ni aboutissement à des propositions constructives. Or, quand il y a des effets, ils sont récupérés par le pouvoir dominant en excluant, le plus souvent, ceux qui, en tant que premiers concernés, ont formulé et demandé des changements concrets.

Ce blocage sur le plan concret du quotidien est dû entre autres à la réduction des individus à des rôles vidés de toute position sociale critique et active. Giorgio Agamben pointe du doigt l'État contemporain qui fonctionne « comme une espèce de machine à désubjectiver, c'est-à-dire comme une machine qui brouille toutes les identités classiques et, dans le même temps, Foucault le montre bien, comme une machine à recoder, juridiquement notamment, les identités dissoutes : il y a toujours une resubjectivation, une réidentification de ces sujets détruits, de ces sujets vidés de toute identité »⁵. Agamben souligne par la suite que le terrain de cette resubjectivation « est aussi celui qui nous expose aux processus d'assujettissement du biopouvoir. Il y a donc là une ambiguïté, un risque. C'est ce que montrait Foucault : le risque est qu'on se réidentifie, qu'on investisse cette situation d'une nouvelle identité, qu'on produise un sujet

< ECObox, architecture relationnelle du projet.

L'atelier d'architecture autogérée (aaa) est une plateforme collective de recherche et d'action autour des mutations urbaines et des pratiques culturelles, sociales et politiques émergentes de la ville contemporaine. Fondé en 2001 par Constantin Petcou et Doina Petrescu, l'aaa fonctionne dans un réseau ouvert sur de multiples points de vue : architectes, artistes, étudiants, chercheurs, retraités, politiques, chômeurs, militants, habitants et usagers concernés.
www.urbantactics.org



ECObox, Paris 18^e, quartier La Chapelle, site de la Halle Pajol, 2001-2005.

nouveau, soit, mais assujetti à l'État, et qu'on reconduise dès lors, malgré soi, ce processus infini de subjectivation et d'assujettissement qui définit justement le biopouvoir »⁶. La crise de l'espace est doublée par une crise des subjectivités individuelle et collective.

Si nous nous limitons dans notre action à une critique institutionnelle, celle de l'État et du capitalisme, il y a peu de chances de changement. L'agir pour construire un *autre monde* restera d'une efficacité limitée tant que chacun de nous ne se donnera pas les moyens de réinvestir collectivement, écologiquement et politiquement l'espace urbain à sa portée ; tant que cet espace restera désubjectivé par notre absence.

Nous essayons depuis quelques années, à travers une série d'expériences concrètes initiées avec l'Atelier d'architecture autogérée, de développer, sans attendre, avec les moyens du bord et en associant toute personne désireuse de s'impliquer, une démarche susceptible d'apporter, à partir du micro, une autre vision de la ville⁷.



Agir interstitiel

Très souvent, les nouveaux arrivants dans les espaces que nous avons initiés demandent s'ils peuvent faire telle ou telle activité. Avant de leur répondre, nous nous demandons ensemble si cette activité pourrait être refaite par d'autres, plus tard, sans que le projet soit bloqué pour autant. Nous avons compris, avec les usagers de ces espaces, que la liberté de chacun d'agir dans un espace collectif est conditionnée par la nécessité de n'entraver ni la liberté des autres ni le projet dans son ensemble, en tant que projet collectif. Ce mode d'agir permet la coexistence d'une « multitude en mouvement »⁸. C'est un mode qui laisse un maximum d'autonomie tout en permettant la coexistence spatiale des sujets qui peuvent manifester leurs différences dans une « hétérogénéité » permanente⁹. Par la complexité humaine mise en jeu, l'*agir spatial* nous apprend à gérer les contradictions contenues dans l'espace. Ces espaces seront forcément, étant donné leur contenu, contradictoires.

L'agir spatial nécessite du temps. Il faut donner du temps pour réinvestir activement l'espace : passer du temps sur place, rencontrer d'autres gens, réinventer des usages de temps libre, se donner de plus en plus de temps à partager avec d'autres. C'est à la suite de ces *temps partagés* que peuvent apparaître des désirs communs, des dynamiques collectives, des projets à venir.

Nous avons dû, patiemment, reconstruire des pratiques dans un espace vide d'usages, dont personne ne veut. Lefebvre distingue clairement la différence de nature entre

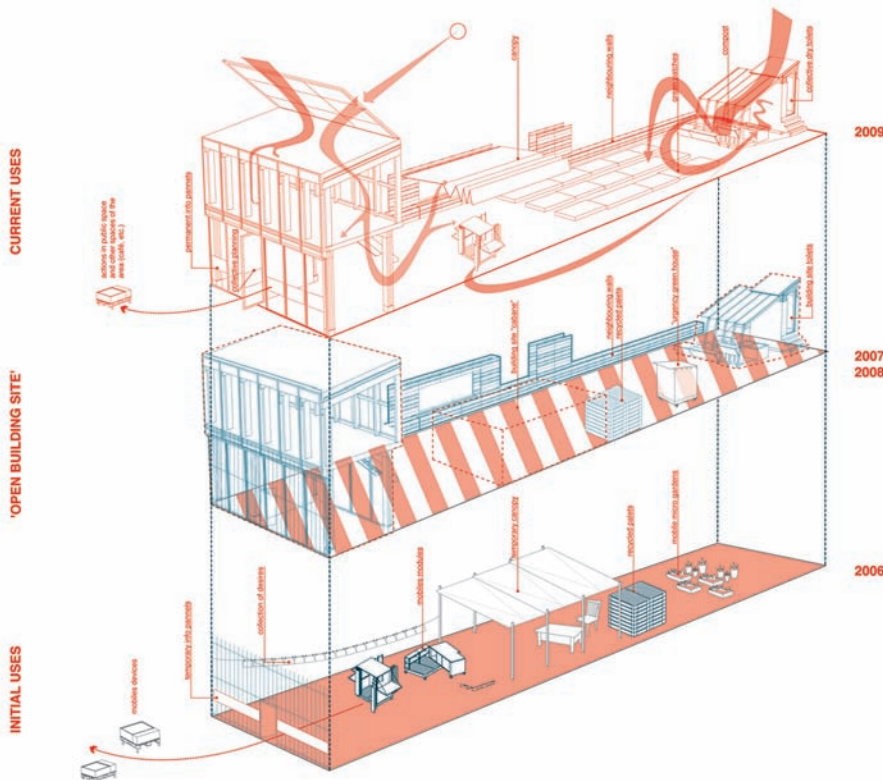
l'espace produit par des processus de bas en haut, mis en place par des usagers concernés, et l'espace décidé par les mécanismes de pouvoir : « [L]'espace de l'utilisateur est vécu, non pas représenté (conçu). Par rapport à l'espace abstrait des compétences (architectes, urbanistes, planificateurs), l'espace des performances qu'accomplissent quotidiennement les usagers est un espace concret. Ce qui veut dire subjectif. C'est un espace des "sujets" et non des calculs¹⁰... » Nous cherchons ainsi à créer les conditions d'un vécu non prédéterminé, d'un vécu subjectif et producteur d'un récit collectif de l'espace urbain, par des fréquentations quotidiennes.

Dans l'espace lissé du capitalisme, nous devons imaginer d'autres espaces à investir : des creux, des fissures, des fractures. Nous devons multiplier les modalités d'agir dans les bords, les marges, les *lisières*. En permaculture, on parle de l'« effet de bord », de « marge », et Clément rappelle qu'il y a plus de vie là où des milieux différents se rencontrent, se chevauchent : « Les limites – interfaces, canopées, lisières, orées, bordures – constituent en soi des épaisseurs biologiques. Leur richesse est souvent supérieure à celle des milieux qu'elles séparent¹¹. » Dans les espaces à « épaisseur biologique », l'énergie est concentrée et intensifiée par la différence, par la rencontre avec d'autres espèces. Richard Sennett, en quête de la définition d'un *espace démocratique* où nous ne soyons pas seulement tolérants, indifférents à la différence, mais où justement « ceux qui diffèrent de nous nous importent », mentionne lui aussi les marges multifonctionnelles de l'agora (les stoas, les héliées, etc.)¹². Il fait également la différence entre l'espace limité (*boundary* : « limite ») et l'espace bordé (*border* : « bord, marge »), définissant le *bord* comme « un espace à la fois résistant et poreux ». Le double attribut *résistant/poreux* traduit bien la contradiction et l'intensité qui caractérisent la condition paradoxale du bord.

Le Passage 56, Paris 20^e, quartier Saint-Blaise, jardin et réseau d'éco-urbanité, 2005.



Comme une métonymie de ce qui se passe à l'intérieur, les limites et les clôtures des espaces partagés que nous avons construits jusqu'à présent trouvent toujours une autre fonction, parallèle et contradictoire : laisser voir à travers, laisser passer les plantes, exposer, jouer, etc. De cette manière, la limite entre deux espaces se transforme en espace d'échange, la séparation en interface de dialogue. Nous avons remplacé les clôtures opaques existantes par des clôtures de voisinage, des clôtures-bibliothèques, des clôtures trouées, jardinées, éclairées...



Le Passage 56, processus de mise en place : test des usages initiaux, chantier « ouvert », circuits courts écologiques.

Espaces alterotopiques

En cherchant les espaces urbains disponibles pour agir, nous avons investi des interstices, des entre-deux qui sont également des zones de concentration d'énergie, de contradiction et de porosité. Clément les décrit comme des espaces qui permettent une richesse écologique plus forte que les paysages bien définis. En milieu urbain, l'entre-deux est le plus souvent un délaissé entre deux bâtiments, un creux entre deux pleins. Ces interstices forment, nous dit Clément, un « Tiers paysage [qui] constitue un territoire pour les multiples espèces ne trouvant place ailleurs »¹³. C'est la figure de l'espace partagé avec l'autre : l'*alterotopie*. Foucault parlait d'*hétérotopies* comme d'espaces qui ont « le pouvoir de juxtaposer en un seul lieu réel plusieurs espaces, plusieurs emplacements qui sont en eux-mêmes incompatibles », des « espaces de l'autre »¹⁴. Mais ceux qui nous intéressent, les alterotopies, sont autant des espaces autres et « de l'autre » que construits et partagés « avec les autres », avec « ceux qui diffèrent de nous et qui nous importent ».

Les espaces de l'agir se transforment en lieux interrogatifs du quotidien, de ses potentialités, de ses blocages, de ses temporalités imposées. Mettant en cause le fonctionnement stéréotypé des emplacements normés, ces espaces de l'agir peuvent devenir des espaces de désapprentissage d'usages assujettis au capitalisme et de réapprentissage d'usages singularisés, en produisant une subjectivité collective et

spatiale propre aux sujets investis. Par le tissage quotidien de désirs, ces micropratiques spatiales introduisent d'autres temporalités, d'autres dynamiques (plus longues, aléatoires, collectives et parfois autogérées) constituantes et, ainsi, des espaces en permanente transformation, des espaces « autopoïétiques »¹⁵.

En investissant les lieux « en bas de chez nous », nous créons des interstices, des différences, dans une ville homogénéisée et abstraite. En surmontant la condition anonyme que nous retrouvons habituellement dès que nous sortons de chez nous, nous pouvons contribuer à resubjectiver l'espace. À partir de ces espaces, la proximité peut gagner un caractère familier : nous croisons des visages connus, nous saluons certains passants, nous échangeons des mots et des phrases avec des voisins. Agir *en bas de chez nous* permet de trouver un ancrage local. À un certain moment, il y a le risque de nous contenter de cette dimension sociale retrouvée et de nous limiter à un cercle social local et fermé. Les espaces d'action que nous développons restent, en effet, ouverts aux passages, aux croisements avec d'autres subjectivités et dynamiques venues d'ailleurs. À partir du local, nous œuvrons pour mettre en place et faire fonctionner des réseaux spatiaux translocaux¹⁶.

Par un mélange fonctionnel et programmatique d'espaces qui ne devraient pas se croiser « normalement », par un voisinage actif et permanent avec l'« autre », ce tissage d'échelles et de positions translocales permet une production spatiale alterotopique. C'est une *utopie réaliste*, telle que la décrit Jacques Rancière dans son analyse du projet politique : « non pas l'utopie éclatante de l'île lointaine, du lieu qui est nulle part, mais l'utopie imperceptible qui consiste à faire coïncider deux espaces séparés »¹⁷. Par cette pratique des alterotopies translocales, nous pouvons peut-être réintroduire le « politique » dans l'espace quotidien.

L'agencement jardinier

Pendant des années, les enfants des familles d'origine africaine qui fréquentaient assidûment ECObox nommaient le jardin « jardinage ». Au départ, nous croyions avoir affaire à un jargon enfantin ou à une faute de langage. En les écoutant parler de ce projet comme d'un lieu où ils pouvaient « jouer, faire du vélo, jardiner, dessiner, faire de la musique... », où ils pouvaient « tout faire », nous avons mieux compris leur appellation. Ils avaient saisi le caractère actif de l'espace, la permanente transformation du projet en fonction de ceux qui s'y investissaient. C'était leur manière de définir l'agir dans un espace autopoïétique. L'*agir* est toujours un *agencement*. Ce qui importe, c'est la qualité de cet agencement, son « comment ». Le jardinage offre un modèle pour un certain type d'agencement attentif à la singularité, qui implique patience, régularité, disponibilité et imprévu.

L'agir autopoïétique permet de mettre en place une écologie du quotidien à travers des *agencements jardiniers* : des dynamiques d'agencement par voisinage, favorables aux échanges, mobiles, tolérantes et cycliques. Ce sont des aménagements qui s'approchent des dynamiques écologiques tout en étant adaptés au milieu urbain, aux petites échelles, aux usages et pratiques quotidiens. Ce mode d'action par agencement jardinier peut produire, avec le temps, un espace constituant pour les modes de fonctionnement collectifs et pour un agir politique local.

L'espace jardiné s'oppose au moderne, produit et vécu à travers un découpage programmatique qui sépare tout élément hétérogène : fonctions, usagers, échelles, etc. Ces découpages, produisant des espaces homogènes, monovalents et sans contradiction, font que les superpositions de milieux et de fonctions hétérogènes deviennent accidentelles et sont perçues comme conflictuelles.

L'agencement jardinier nous apprend à traverser les milieux, à passer d'un espace à un autre, à changer d'emplacement et à y revenir. Petit à petit, nous avons pu relier les espaces hétérogènes que nous construisions ensemble avec leurs usagers, en occasionnant des rencontres inhabituelles, des bribes de dialogue, du faire ensemble, des contradictions en douceur : un apprentissage du politique par des temporalités, des dynamiques et des contenus hétérogènes. Plutôt que des formes verbales et délibératives, l'agencement jardinier encourage des pratiques physiques, gestuelles, visuelles, non verbales, et une démocratie incorporée : un vivre ensemble comme corps commun¹⁸.



Le Passage 56, jardin partagé, 2009.

Pourtant, l'investissement dans l'agir spatial doit permettre de rester libre de son action, libre de changer, de s'arrêter, de relayer. Être libre de son agir peut aussi signifier pouvoir transmettre (un projet, une action, un mouvement...) mais aussi interrompre, mettre en suspension, introduire un intervalle (auto)critique dans son parcours subjectif.

Certains de nos projets mettent en place des agencements temporaires continus, basés sur la mobilité des dispositifs architecturaux (jardins en palettes, modules mobiles, constructions démontables), qui peuvent bouger et se réinstaller plusieurs fois, en fonction des opportunités spatiales. Ils démontrent que l'on peut forger une durabilité par le temporaire, à partir de répétitions et de ritournelles qui permettent à la fois une continuité (donc un renforcement) et une réinstitution. Chaque fois, l'espace se réinstitue et les sujets se resubjectivent dans des jardinages, des débats, des échanges, des fêtes, des projets politiques formulés collectivement.

Subjectivité synaptique

Rancière remarquait que le collectif permet l'apparition d'un sujet qui se pense par rapport aux autres, « la formation d'un un qui n'est pas un soi mais la relation d'un soi à un autre »¹⁹. Le rapport à l'autre, les relations multiples possibles à travers le collectif, permettent l'apparition d'une subjectivité multiple et différentielle.

L'investissement dans un projet collectif passe toujours par une motivation initiale forte ; les espaces et les projets collectifs que nous avons pu expérimenter « par l'intérieur »²⁰ permettent des activités transversales et hybrides (une fluidité d'espaces et une mobilité de l'aménagement qui, par usages parallèles, rendent possible de cuisiner et, dans la foulée, de participer à un débat, de bricoler et d'écouter, au même endroit, un concert de musique). Côté d'une diversité d'activités et de compétences permet, à un certain moment, l'embrayage vers d'autres implications, imprévues au départ, amenées par la dynamique collective : des personnes venues au départ pour jardiner peuvent, petit à petit, s'engager dans des dynamiques politiques.

Ces subjectivités hétérogènes et poreuses, spécifiques aux milieux interstitiels, permettent les passages multiples, les appartenances successives et temporaires dans des contextes culturels, professionnels et sociaux différents²¹, d'où, comme le dit Rancière, « la possibilité toujours ouverte d'émergence nouvelle de ce sujet à éclipses » qui, par « le renouvellement des acteurs et des formes de leurs actions »²², constitue la garantie de la permanence démocratique. L'assimilation sociale de cette condition intermittente devrait générer une subjectivité qui s'agence continuellement par des transversalités multiples, qui constitue un *sujet synaptique*, c'est-à-dire qui fonctionne comme une synapse, une instance de réception et de transmission de flux²³.

Les interstices appropriés et gérés par des subjectivités synaptiques constituent des situations propices à un exercice d'écriture démocratique, à un exercice de négociation permanente de l'« indéterminé démocratique »²⁴. Le caractère indéterminé de ces interstices est structurel, il inclut les différences et les disponibilités spécifiques de chacun en permettant à quiconque de s'investir concrètement dans des chantiers de territorialité démocratique. Ces lieux peuvent devenir les catalyseurs d'une « démocratie locale » reconstruite et actualisée ; ils peuvent initier par la suite des connexions avec d'autres chantiers locaux, permettant la mise en place de réseaux porteurs d'une « démocratie translocale » et la naissance d'une subjectivité collective à grande échelle, tout en étant ancrée dans le local ; ils peuvent créer une *subjectivité collective rhizomatique*. La construction de cette subjectivité rhizomatique a besoin de microdispositifs spatiaux capables de s'insérer dans des contextes métropolitains aseptisés et d'initier ainsi des processus de resubjectivation. Éventuellement, ces dispositifs permettront d'écrire un autre discours urbain et politique.

Guattari avait bien compris le rôle de l'architecture parmi les autres instruments du « Capitalisme Mondial Intégré »²⁵. Nos expériences concrètes nous ont montré que l'initiative d'appropriation de ces dispositifs par leurs utilisateurs est essentielle pour tout projet politique, tout projet de société. « L'architecture ne représente pas seulement les murs, mais surtout les gens qui agissent entre ces murs », disait un habitant participant à ECObox, en commentant l'initiative de la Mairie de rénover la Halle Pajol pour y mettre en place un nouveau projet-phare tout en voulant expulser, sans négociations, les pratiques collectives qui y étaient installées²⁶.

Créativité biopolitique

Si la métropole est devenue actuellement, par le simple fait d'être « habitée », le lieu privilégié de la production biopolitique²⁷, l'« en bas de chez nous » devrait être la nouvelle « cantine de l'usine », l'interstice dans l'espace de production où une reconstruction politique pourrait commencer. Mais, une fois commencée, cette reconstruction ne serait pas sans conditions. Comme tout espace écologique, ces lieux sont réversibles : par désinvestissement, par investissement insuffisant, ils peuvent rapidement disparaître, être attribués de manière abusive et discrétionnaire, devenir des contre-exemples, porteurs de faux discours. Afin de les préserver, nous devons inventer une politique écologique, moléculaire, collective et quotidienne.

La métropole est aussi, dit Negri, le terrain d'une « créativité biopolitique », agissant à tous les niveaux : social, culturel, politique... Pas nécessairement très visible parce que d'une modestie de moyens et d'apparence, la création biopolitique pullule à la lisière de la ville capitaliste dans les friches industrielles, les *squats*, les *centri sociali*, les rencontres au coin de la rue, les *street parties*, les occupations temporaires, les TAZ, les « plateformes participatives » et les « syndicats ». De nouvelles pratiques s'inventent dans les interstices des pratiques, des savoirs, des formes organisationnelles, des modes de vie, des manières de faire²⁸... La créativité biopolitique est à la portée de tout un chacun. Comme le disait Appadurai : « Même les plus pauvres d'entre les pauvres devraient avoir le privilège et la capacité de participer au travail de l'imagination. » La question est alors de savoir si « nous pouvons créer une politique qui reconnaît cela »²⁹.

La loi reconnaît actuellement un statut prioritaire au fait d'occuper un espace vide et inutilisé. On peut y habiter sous certaines conditions : c'est la trêve hivernale. Obtenir des espaces délaissés pendant leur durée de disponibilité et les ouvrir pour des usages collectifs qui réinvestissent un territoire de plus en plus désubjectivé nous semblent aussi une priorité pour l'habitant métropolitain. Avec cette conviction, nous avons ouvert, au fil des années, une série d'espaces qui ont pu être utilisés par un grand nombre de personnes : habitants, artistes, chômeurs, étudiants, architectes, retraités, chercheurs, activistes, amis et voisins. Après deux ans de fonctionnement, 80 familles du quartier La Chapelle avaient les clés d'accès à ECObox ; quelques centaines de personnes pouvaient donc accéder à un terrain de 2000 m², aménagé en partie comme jardin et en partie comme atelier, à n'importe quel moment de la journée et de la semaine. Ces projets montrent la nécessité d'une reconnaissance légale de l'ouverture des espaces privés et publics à des usages collectifs et d'une reconnaissance politique des priorités sociales dans la gestion de l'espace métropolitain soumis, de plus en plus, à la pression des lois du marché.

Agir l'espace nécessite d'ouvrir, de négocier, d'utiliser des espaces avec l'autre, des espaces-refuges pour la (bio)diversité sociale et politique. Il nécessite aussi le soin écologique de garder des espaces et des pratiques en jachère, de repérer et de préserver des territoires et des rêves pour demain et pour nous autres. ■

PHOTOS : ATELIER D'ARCHITECTURE AUTOGÉRÉE.

Notes

- 1 Gilles Clément [1985], « La friche apprivoisée », *Où en est l'herbe ? Réflexions sur le jardin planétaire*, Actes Sud, 2006, p. 24.
- 2 Arjun Appadurai [1996], *Après le colonialisme : les conséquences culturelles de la globalisation*, Payot, 2001, p. 261.
- 3 Félix Guattari, *Les trois écologies*, Galilée, 1989, p. 52.
- 4 Henri Lefebvre [1974], *La production de l'espace*, 4^e éd., Anthropos, 2000, p. 427.
- 5 Giorgio Agamben, « Une biopolitique mineure », entretien réalisé par Stany Grelet et Mathieu Potte-Bonneville, *Vacarme*, n° 10, hiver 2000.
- 6 *Ibid.* Foucault dénonce le pouvoir qui « essaie de régir la multiplicité des hommes » par les techniques du biopouvoir : « un ensemble de processus comme la proportion des naissances et des décès, le taux de reproduction, la fécondité d'une population, etc. » (Michel Foucault, *Il faut défendre la société : cours au Collège de France, 1976*, Gallimard/du Seuil, 1997, p. 216.)
- 7 Par le biais de l'Atelier d'architecture autogérée, nous avons développé depuis 2001 une pratique *alternative* de projets micro-urbains, notamment grâce à une série d'espaces autogérés par des habitants. Voir notre article autour du projet ECObox, initié en tant qu'architectes et habitants du quartier La Chapelle, Paris 20^e, « Au rez-de-chaussée de la ville », *Multitude*, n° 20, printemps 2005.

- 8 En évoquant la construction d'un projet de la multitude, Hardt et Negri précisent que ce projet est possible par la création des « relations et des formes sociales à travers des modalités de travail coopératives ». (Michael Hardt et Antonio Negri, *Multitude : guerre et démocratie à l'âge de l'empire*, La Découverte, 2004, p. 121.)
- 9 Dans son analyse des « territoires existentiels », Guattari considère qu'une praxis du contexte se construit à travers une énonciation composée « d'éléments hétérogènes prenant consistance et persistance commune lors de passages de seuils constitutifs d'un monde au détriment d'un autre ». (F. Guattari, *op. cit.*, p. 50.)
- 10 H. Lefebvre, *op. cit.*, p. 418.
- 11 G. Clément, *Manifeste du Tiers paysage*, Sujet/Objet, 2004, p. 48.
- 12 Cf. Richard Sennett, « Democratic Spaces », *Hunch*, n° 9, été 2005, p. 40.
- 13 G. Clément, *op. cit.*, p. 19.
- 14 M. Foucault [1967], « Les espaces autres », *Dits et écrits*, vol. 2, Gallimard, 2001, p. 1577-1578.
- 15 La notion d'autopoïésis a été proposée en 1971 par H. Maturana et F. Varela pour nommer les qualités d'un système qui engendre et spécifie continuellement la production de ses composants. Cf. Francisco Varela [1979], *Autonomie et connaissance*, du Seuil, 1989.
- 16 La notion de translocal est centrale chez Appadurai : « Dans cette nouvelle sorte de monde, la production de voisinage tend à se réaliser dans des conditions où le système des États-nations est le pivot normatif pour la production d'activités locales et translocales. » (A. Appadurai, *op. cit.*, p. 259.)
- 17 Jacques Rancière, *Aux bords du politique*, La Fabrique, 1998, p. 30.
- 18 R. Sennett oppose l'exercice d'une démocratie délibérative et celui d'une démocratie associative, en comparant le fonctionnement des deux espaces publics de la ville grecque : le Pnyx et l'Agora.
- 19 J. Rancière, *op. cit.*, p. 87.
- 20 Au sujet de la reconstruction interstitielle de la ville « de l'intérieur par l'intérieur », voir la contribution de Pascal Nicolas-Le Strat au projet de recherche que nous avons initié autour des Interstices Urbains Temporaires (*Multitudes*, n° 31, 2007). Cf. les sites [en ligne], www.inter-stices.org et www.iscra.fr.
- 21 Les pratiques spatiales interstitielles doivent, par leur nature, négocier en permanence avec des données physiques et subjectives contradictoires, ce qui nous rapproche des fondements d'un espace et d'un exercice politiques car, comme le dit Rancière, « l'essence de la politique réside dans les modes de subjectivation dissensuels ». (J. Rancière, *op. cit.*, p. 184.)
- 22 *Ibid.*, p. 82.
- 23 Nous sommes proches des « embrayeurs existentiels » proposés par F. Guattari (cf. *Cartographies schizoanalytiques*, Galilée, 1989, p. 61.) et des « devenirs moléculaires de toutes sortes, devenirs-particules. Des fibres [qui] mènent des uns aux autres, transforment les uns dans les autres, en traversant les portes et les seuils ». (Gilles Deleuze et Félix Guattari, *Mille plateaux*, de Minuit, 1980, p. 333.) La synapse (du grec *syn* : « ensemble » ; *haptēin* : « toucher, saisir » ; c'est-à-dire « connexion ») désigne une zone de contact fonctionnelle qui s'établit entre deux neurones, ou entre un neurone et une autre cellule (cellules musculaires, récepteurs sensoriels...). Elle assure la conversion d'un potentiel d'action en un signal (www.wikipedia.org).
- 24 Cf. J. Rancière, *op. cit.*, p. 80.
- 25 « Je propose de regrouper en quatre principaux régimes sémiotiques les instruments sur lesquels repose le CMI [Capitalisme Mondial Intégré] : - les sémiotiques économiques [...], - les sémiotiques juridiques [...], - les sémiotiques technico-scientifiques [...], - les sémiotiques de subjectivation dont certaines se recoupent avec celles qui viennent déjà d'être énumérées mais auxquelles il conviendrait d'ajouter beaucoup d'autres, telles que celles relatives à l'architecture, l'urbanisme, les équipements collectifs, etc. » (F. Guattari, *op. cit.*, p. 41.)
- 26 Les projets ECObox (Paris 18^e) et 56 rue St. Blaise (Paris 20^e) ont proposé une architecture qui, plutôt que des murs, construit des relations. Les palettes et les modules mobiles d'ECObox se déplacent pour reformer l'espace en fonction des usages et des personnes. Dans le quartier Saint-Blaise, le moment de construction spatiale, le chantier, a été transformé en une expérience culturelle et sociale. Le temps du chantier a été dilaté pour y inclure un temps de sociabilité, formateur de groupes et d'usages. La construction de l'espace a été associée à une construction du sujet collectif, à une mise en acte et en corps du « construire ensemble » comme « se construire ensemble ». Dans ce type de projets, les créativités spatiale, sociale et politique sont indissociables. Nous ouvrons des espaces : la vision d'une autre ville est construite par ceux qui la prennent en charge.
- 27 Cf. le séminaire « Métropole et multitude » dirigé par Antonio Negri, Collège international de philosophie, Paris, 2006.
- 28 Pendant la dernière décennie, de nombreuses pratiques urbaines *alternatives* sont apparues, portées par des activistes, des artistes, des architectes, des interventionnistes, des *hackers* urbains, des médiacticiens, des intermittents, des immigrants et des collectifs d'habitants qui réclamaient de l'espace dans la ville pour leurs actions et projets (cf. « Atlas », *Multitudes*, n° 31, 2007).
- 29 A. Appadurai, « The Right to Participate in the Work of the Imagination », dans Arjen Mulder (dir.), *TransUrbanism*, V2/NAI, 2002, p. 46.

Constantin Petcou est architecte, activiste et sémiologue. Il a coordonné nombre de projets de recherche et initié les réseaux PEPRAV (Plateforme européenne de recherche et action dans la ville, www.peprav.net) et Rhyzom (www.rhyzom.net). Il a coédité *Urban/ACT : A Manual for Alternative Practice* (2007), « Une micropolitique de la ville » (majeure de *Multitudes*, n° 31, 2008) et *Trans-Local-ACT : Cultural Practices within and across* (2010).

Doina Petrescu est architecte, activiste et professeure d'architecture et de design à l'Université de Sheffield. Elle a édité *Altering Practices : Feminist Politics and Poetics of Space* (2007) et coédité *Architecture and Participation* (2005), *Urban/ACT* (2007), « Une micropolitique de la ville » (majeure de *Multitudes*, n° 31, 2008), *Agency : Working with Uncertain Architectures* (2009) et *Trans-Local-ACT* (2010).